

Mesures fédérales sur la crise des surdoses

Mesures fédérales récentes

- + Lancement de la **Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances** (SCDAS), qui constitue l'approche de notre gouvernement face aux méfaits liés à la consommation de substances et à la crise des surdoses
- + Reconnaissant la nécessité d'une approche holistique et intégrée, il comprend 4 éléments fondamentaux interconnectés : la prévention et l'éducation, les services et soutiens liés à la consommation de substances, les données probantes et le contrôle des substances, qui travaillent tous ensemble pour contribuer à accroître la santé et la sécurité publique
- + Lancement d'un nouveau **Programme de prévention de la consommation de substances chez les jeunes** dans le cadre du SCDAS. Ce programme communautaire s'appuie sur le modèle islandais de prévention, reconnu internationalement pour son approche collaborative visant à prévenir les méfaits liés à la consommation de substances chez les jeunes
- + Publication du **cadre de données probantes** de la SCDAS
- + Données publiées sur les **sites de consommation supervisée** (SCS) au Canada, y compris le nombre de visites, les données démographiques des clients, la sécurité des clients, les drogues consommées et les surdoses
- + Publication des résultats d'un sondage d'opinion publique sur les **connaissances et les attitudes des Canadiens à l'égard de la décriminalisation des drogues**
- + Publication des **données nationales** les plus récentes sur les décès, les hospitalisations et les interventions des services médicaux d'urgence liés aux opioïdes et aux stimulants, en collaboration avec les provinces et les territoires
- + Mise à jour des **projections de modélisation** sur les décès liés aux opioïdes jusqu'en juin 2024 pour comprendre et planifier les scénarios potentiels
- + Publication d'un **rapport sur les hospitalisations répétées pour des méfaits associés aux substances au Canada** (à l'exclusion du Québec) entre 2016 et 2021, résumant les différences de répartition et de caractéristiques entre les hospitalisations uniques et répétées pour intoxication et troubles liés aux substances
- + Publication d'un **rapport sur les tendances des hospitalisations pour intoxication liée à la consommation de substances parmi les personnes enceintes au Canada** (à l'exclusion du Québec) de 2009 à 2022, y compris les caractéristiques et les résultats des hospitalisations

Aperçu de la crise des surdoses

- + Depuis 2016, il y a eu :
 - + plus de 40 000 décès liés aux opioïdes
 - + plus de 39 000 hospitalisations liées aux opioïdes
 - + plus de 16 000 hospitalisations liées aux stimulants
- + Depuis 2016, environ 3 décès sur 4 liés aux opioïdes sont survenus chez des hommes
- + La toxicité de l'offre de drogues illégales continue d'être un facteur majeur de la crise des overdoses, plus de 80 % des décès liés aux opioïdes impliquant du fentanyl et des analogues du fentanyl
- + La majorité des décès liés aux opioïdes sont survenus en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario

Financement du gouvernement

- + Le **budget 2023** présente le plan du gouvernement du Canada intitulé **Travailler ensemble pour améliorer les soins de santé des Canadiens**, qui prévoit d'investir près de 200 milliards de dollars sur 10 ans, dont 46,2 milliards de dollars de nouveaux fonds pour les provinces et les territoires, afin d'améliorer les soins de santé pour les Canadiens
 - + Dans le cadre de ce financement, 25 milliards de dollars sont alloués, par le biais d'accords bilatéraux adaptés, à 4 priorités communes, dont l'amélioration de l'accès à des services de qualité en matière de santé mentale et de consommation de substances
- + Ces engagements s'ajoutent aux accords bilatéraux existants avec les provinces et les territoires pour les priorités en matière de santé, y compris 5 milliards de dollars sur 10 ans dans le cadre du budget 2017 pour améliorer l'accès des Canadiens aux services de santé mentale et de dépendance.
- + En outre, 2 milliards de dollars sur 10 ans ont également été annoncés pour soutenir les initiatives en matière de santé pour les Autochtones
- + Ces investissements jetteront les bases d'un changement à long terme et intégré du système de soins de santé qui s'appuiera sur les mesures ciblées existantes pour la santé mentale et la consommation de substances. Au fil du temps, cela permettra d'alléger la charge qui pèse sur les hôpitaux et les autres services de soins de santé et de garantir aux Canadiens l'accès aux supports et aux services dont ils ont besoin en matière de santé mentale et de consommation de substances
- + Le gouvernement a également engagé plus d'un milliard de dollars depuis 2017, dont 359,2 millions de dollars sur cinq ans jusqu'au budget 2023 pour la SCDAS renouvelée, afin de répondre directement à la crise des surdoses. Le financement a été utilisé pour accroître l'accès aux traitements fondés sur des données probantes et aux services de réduction des méfaits; financer les services de soins de santé
- + Ce qui inclut le financement d'organisations communautaires pour des projets par le biais du **Programme sur l'usage et les dépendances aux substances** pour soutenir les personnes qui consomment des drogues, par exemple, en :
 - + Soutenant les **projets liés au traitement**, notamment l'extension des services de thérapie par agonistes opioïdes (TAO)
 - + Soutenant les projets de prestation de services **d'approvisionnement plus sécuritaire** par les prescripteurs afin d'aider à sauver des vies en fournissant aux personnes à risque de surdose des médicaments prescrits au lieu de l'approvisionnement en drogues illégales hautement toxiques et imprévisibles
 - + Soutenant une communauté de pratique nationale pour un approvisionnement plus sécuritaire et des projets de recherche/transfert et d'échange de connaissances, pour aider à rassembler et à partager les preuves concernant l'approvisionnement plus sécuritaire
 - + Augmentant la **sensibilisation et l'accès à la naloxone** grâce à des projets de formation, de sensibilisation et de distribution du médicament qui sauve des vies
 - + Aidant à **réduire la stigmatisation et soutenir les familles touchées par la crise des surdoses**
 - + Améliorant les **initiatives de réduction des méfaits** pour rejoindre les groupes clés, y compris les peuples autochtones, les jeunes, les étudiants de niveau postsecondaire, les personnes dans le système correctionnel et les professionnels de la santé
 - + Fournissant un meilleur accès au soutien par les pairs et aux **projets** de renforcement des capacités pour aider les personnes touchées de manière disproportionnée par la consommation de substances ou qui rencontrent des obstacles pour accéder aux services, notamment les femmes et les jeunes
 - + Soutenant des projets portant sur des actions prioritaires identifiées par le **groupe de travail canadien sur la douleur**
- + Financement du programme **Favoriser les voies d'accès aux soins des personnes qui consomment des drogues** pour des projets qui soutiennent des changements durables au niveau du système afin d'aider les personnes à accéder aux soins et de réduire les obstacles
- + Soutien aux provinces et aux territoires pour améliorer l'accès aux services de traitement en fournissant 150 millions de dollars par l'entremise du **Fonds de traitement d'urgence**, qui, une fois que les provinces et les territoires auront égalisé les montants, totalisant plus de 300 millions de dollars
- + Fournir jusqu'à 4,5 millions de dollars sur 5 ans pour soutenir **Douleur Canada**, une initiative nationale qui réunit 14 organismes axés sur la douleur afin de soutenir la coordination nationale et de mobiliser des ressources pour renforcer la capacité à améliorer les systèmes de soins et de soutien pour les personnes souffrant de douleur
- + Fournir plus de 650 millions de dollars en 2022-2023 pour soutenir les initiatives communautaires de soins de santé mentale fondées sur la culture et tenant compte des traumatismes, ce qui comprend le financement de la prévention et du traitement de la dépendance, la poursuite de la mise en œuvre de 75 équipes de santé mentale soutenant 385 communautés des Premières Nations et des Inuits, de la **ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être**, et plus encore

Prévention + éducation

- + Augmenter la sensibilisation du public aux **opioïdes** et aux méfaits de la **stigmatisation de la consommation de substances** :
 - + Lancement d'une campagne pluriannuelle en 2018 de sensibilisation aux opioïdes, aux signes d'une surdose, à la **Loi sur les bons samaritains secourant les victimes des surdoses** et aux **impacts de la stigmatisation** sur les personnes qui consomment des drogues
 - + Continuer la **campagne destinée aux hommes travaillant dans les métiers**, qui sont disproportionnellement impactés par la crise des surdoses, pour promouvoir l'obtention d'aide et leur fournir des ressources et du soutien
 - + Développement et distribution de ressources de **sensibilisation aux opioïdes**, telles que des vidéos, des fiches d'information, des affiches, des cartes portefeuille, une série audio et plus encore
 - + Présenter le programme de sensibilisation **Soyez au fait des opioïdes** à plus de 1 400 sessions en personne et virtuelles dans les écoles secondaires, et plus de 178 000 interactions avec les gens entre avril 2018 et décembre 2023
 - + Contacter plus de 2 000 organisateurs de festivals pour leur fournir de l'information sur la naloxone et encourager la distribution de matériels de prévention des surdoses aux participants et au personnel des événements
- + Coordonner les efforts fédéraux pour répondre aux recommandations du **Groupe de travail canadien sur la douleur** de sorte que la douleur soit comprise, prévenue et traitée efficacement
- + Soutien à la mobilisation des connaissances des orientations et des ressources élaborées par les intervenants pour améliorer la prise en charge de la douleur
 - + La norme de **gestion de la douleur pédiatrique** pour aider à guider la pratique, le développement professionnel, l'élaboration de politiques et les initiatives d'amélioration de la qualité liées à la gestion de la douleur pédiatrique dans tous les établissements de soins de santé hospitaliers
 - + Le **portail surmonter sa douleur**, une plateforme virtuelle qui offre aux Canadiens un accès rapide à des ressources virtuelles gratuites fondées sur des données probantes, à des interventions et à un soutien par les pairs pour aider les jeunes et les adultes à gérer leur douleur chronique
 - + Développement d'un **nouveau programme** national basé sur les compétences pour les médecins actuels et futurs dans le domaine de la gestion de la douleur et de la médecine de la dépendance
- + Soutien au développement de la **campagne Soar Above Stigma** (disponible en anglais seulement), une ressource qui fournit un soutien de proximité et une éducation sur la stigmatisation aux membres de la communauté autochtone confrontés à la dépendance ou des problèmes de santé mentale
- + Partage des meilleures pratiques pour répondre à la **stigmatisation liée à la consommation de substances au sein du système de santé canadien**, notamment par l'utilisation d'un **langage compatissant et non stigmatisant**
- + Poursuite des activités d'engagement avec les communautés des forces de l'ordre afin de promouvoir l'utilisation d'un **module de formation en ligne sur la sensibilisation à la stigmatisation**, dont l'accès est gratuit pour les membres des forces de l'ordre jusqu'au 31 décembre 2023
- + Élaboration d'une **trousse de ressources** à l'intention des employeurs de Canadiens travaillant dans les métiers et les industries connexes, afin de les aider à réduire les méfaits de la consommation de substances
- + Élaboration d'un **plan d'action** et d'un **document d'orientation** pour les écoles et les organisations communautaires qui soutiennent les jeunes, décrivant des approches pratiques permettant aux écoles de prévenir les méfaits liés aux substances chez les jeunes
- + Adoption d'un langage non stigmatisant dans les produits des services de santé et examen de la formation et de l'éducation du personnel visant à réduire la stigmatisation liée aux substances dans le système correctionnel canadien

Données probantes

- + Réalisation de la collecte de données pour l'**enquête canadienne sur l'alcool et les drogues** de 2023
- + Publication des résultats de l'**enquête canadienne sur le tabac, l'alcool et les drogues chez les élèves** de 2021-2022
- + Publication des résultats de l'**enquête canadienne sur la consommation d'alcool et de drogues dans les établissements d'enseignement postsecondaire 2021-2022**
- + Organiser une série d'échanges de connaissances sur l'**approvisionnement plus sécuritaire** avec les principaux intervenants afin de discuter des données probantes relatives à l'approvisionnement plus sécuritaire, de partager les meilleures pratiques en matière de programmes d'approvisionnement plus sécuritaire et de discuter de la manière dont les données probantes actuelles peuvent contribuer à élargir la gamme de modèles et de services fournis, suivi d'un **rapport sur ce que nous avons entendu**
- + Organisation d'un Échange Meilleurs Cerveaux afin d'améliorer et de partager les connaissances relatives aux meilleures pratiques et aux options de traitement pour les personnes souffrant de douleurs chroniques et de maladies mentales et/ou de troubles liés à la consommation de substances, suivi d'un **rapport mettant en évidence les résultats de l'événement**
- + Publié « **Pleins feux : L'émergence de la xylazine au Canada** », un rapport sur l'émergence de la xylazine (un médicament donné sur ordonnance et utilisé en médecine vétérinaire) qui est de plus en plus présente dans l'offre de drogues illégales toxiques
- + Renouvellement de l'**investissement de 17 millions de dollars** sur 6 ans pour assurer la poursuite et l'expansion des activités de recherche et de mobilisation des connaissances de l'Initiative canadienne de recherche sur l'abus de substances (ICRAS) axées sur les méfaits de la consommation de substances, comme les opioïdes (y compris une étude nationale sur les troubles liés à la consommation de méthamphétamine)
- + **Investissement de 2,85 millions de dollars sur 5 ans** pour soutenir une évaluation scientifique indépendante, menée par ICRAS, de l'impact de l'exemption au titre de l'article 56 en Colombie-Britannique concernant la possession personnelle de substances réglementées
 - + Des rapports semestriels seront publiés pour partager les conclusions et les résultats intermédiaires avec les partenaires et les intervenants concernés
- + Poursuite de l'**enquête canadienne sur les eaux usées** avec des informations sur les drogues et les **métabolites de drogues dans les échantillons d'eaux usées** collectés (**méthamphétamine, amphétamine, autres stimulants**)
- + Création d'un **Groupe d'experts sur la consommation de substances** qui a formulé des recommandations indépendantes et spécialisées sur la politique du gouvernement fédéral en matière de drogues et sur les alternatives possibles aux sanctions pénales pour la possession personnelle
- + Publication d'une **trousse d'outils** avec des ressources pour les intervenants afin de répondre à un besoin d'information sur les médicaments pour les personnes à risque de surdose pendant la pandémie
- + Financement d'une **évaluation qualitative** préliminaire de 10 projets pilotes d'approvisionnement plus sécuritaire, menée par un entrepreneur indépendant afin de recueillir les premières leçons apprises, y compris les stratégies efficaces de mise en œuvre des programmes
- + Investissement de plus de 3 millions de dollars sur 4 ans pour **évaluer la mise en œuvre du programme et des impacts des projets pilotes d'approvisionnement plus sécuritaire**, et pour évaluer l'impact sur la santé publique des sites de consommation supervisée (SCS) situés en **Colombie-Britannique**, dans les **Prairies**, en **Ontario** et au **Québec-Atlantique** (liens disponibles en anglais seulement)
 - + Un résumé des résultats des projets d'évaluation des SCS est disponible dans le **compte-rendu de l'atelier de fin de subvention**
 - + Un résumé des résultats de l'évaluation à mi-parcours du forum d'échange de connaissances sur l'approvisionnement plus sécuritaire est désormais disponible
- + Publication de plusieurs **rapports** relatifs à l'approfondissement des connaissances sur les opioïdes

Services + soutiens liés à la consommation de substances

Accès aux traitements

- + Soutien dans l'élaboration de lignes directrices pour les fournisseurs de soins de santé, notamment :
 - + **Lignes directrices cliniques** et **directives opérationnelles** pour le traitement par agonistes opioïdes injectables
 - + **Directives nationales de traitement des troubles liés à l'utilisation d'opioïdes**
- + Éliminer les obstacles à l'accès aux médicaments utilisés pour le traitement des troubles liés à la consommation d'opioïdes en :
 - + Délivrant **une exemption de catégorie** aux patients, aux praticiens et aux pharmaciens qui prescrivent et fournissent des substances contrôlées au Canada afin d'assurer la continuité des soins
 - + Approuvant de l'**hydromorphone injectable** et de la **diacétylmorphine** en tant qu'options thérapeutiques pour les patients souffrant de troubles sévères de la consommation d'opioïdes
 - + Facilitant la prescription et la distribution de la méthadone et de la diacétylmorphine grâce à des **modifications réglementaires**
- + Élaboration de **normes nationales** pour les services de santé mentale et de consommation de substances afin de fournir un cadre fondé sur des données probantes pour la prestation de services
- + Soutien aux centres de traitement financés pour les Premières Nations et les Inuits par le gouvernement fédéral pour **créer et améliorer** leurs services de traitement virtuel, ce qui permet d'accroître la portée et l'accessibilité des personnes qui, autrement, ne chercheraient pas à se faire soigner
- + Soutenant la thérapie par agonistes opioïdes dans 82 communautés des Premières Nations et des Inuits
- + Accroître l'offre de **traitement par agonistes opioïdes** et mettre en œuvre le programme **SMART** dans les établissements correctionnels du Canada

Accès aux mesures de réduction des méfaits

- + Soutien à la mise en place des **sites de consommation supervisée** (SCS) sont élevés afin de fournir d'importants services sanitaires, sociaux et de traitement :
 - + Autoriser différents modes de consommation, notamment l'injection, la voie orale (ingestion), la voie intranasale (reniflement) et l'inhalation
 - + Autoriser les services de soutien dans les sites, y compris le contrôle des drogues, l'assistance par les pairs en matière de consommation et le fractionnement et le partage des drogues
 - + Simplification de la procédure de demande d'exemption
 - + Depuis juillet 2023 :
 - > il y a 39 SCS qui offrent des services
 - > les SCS ont reçu plus de 4,3 millions de visites
 - > les SCS ont occupé de près de 50 000 surdoses
 - > les SCS ont effectué 271 000 références vers les services de santé et les services sociaux
- + Amélioration de l'accès aux services de prévention des surdoses en permettant aux provinces et aux territoires d'établir des espaces temporaires où les gens peuvent consommer des drogues sous supervision afin de réduire le risque de surdose par surdose
- + Soutien de la **Loi sur les bons samaritains secourant les victimes des surdoses**, qui offre une certaine protection en rapport avec la possession de drogue aux personnes qui demandent de l'aide d'urgence en cas de surdose
- + Soutien à l'élaboration de **lignes directrices sur les programmes de distribution de naloxone** à domicile
- + Financement de projets nationaux visant à accroître la **sensibilisation et l'accès à la naloxone** par le biais de formation, sensibilisation et de distribution de ce médicament pouvant sauver la vie. En septembre 2023, ces investissements auront permis
 - + la formation de près de 2 millions de personnes sur la façon de régir à une surdose
 - + a distribution de plus de 82 800 trousse de naloxone par voie nasale dans tout le Canada
- + Poursuite de l'amélioration de l'accès à la naloxone, y compris dans les collectivités éloignées et les communautés isolées des Premières Nations et des Inuits et des personnes sans domicile fixe, en coordonnant les achats en gros de naloxone, en améliorant l'accès aux kits de naloxone à emporter et en donnant de la formation sur leur utilisation
- + Financement de la **Thunderbird Partnership Foundation** pour créer et distribuer des kits de naloxone nasale à emporter directement aux communautés et aux individus
- + Soutien d'un **Défi des technologies de vérification des drogues** visant à promouvoir le développement de nouvelles technologies de contrôle des médicaments, avec l'attribution d'un **grand prix** d'un million de dollars à Scatr Inc.
- + Ouverture des **services de prévention des surdoses** dans deux établissements correctionnel afin de réduire les incidents liés aux surdoses
- + Continuer à soutenir la mise en œuvre d'activités de réduction des méfaits pour aider à réduire les méfaits et à mettre les personnes et les familles vivant une situation d'itinérance en contact avec les principaux services sociaux et de santé par le biais du programme **Vers un chez-soi**

Contrôle des substances

- + Accorder une **exemption de trois ans** en vertu de la **Loi réglementant certaines drogues et autres substances** (LRCDS), de sorte que les adultes âgés de 18 ans et plus en Colombie-Britannique ne seront pas soumis à des accusations criminelles pour la possession d'un maximum de 2,5 grammes totale de certaines drogues illégales pour leur usage personnel entre le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2026
- + L'ancien **projet de loi C-5** est entré en vigueur en novembre 2022. Celui-ci abroge les peines minimales obligatoires pour toutes les infractions liées aux drogues dans la **LRCDS**, et exige que la police et les procureurs envisagent la déjudiciarisation pour les infractions de possession de drogues
 - + Il exige également que les condamnations passées et futures pour possession de stupéfiants soient mises sous séquestre après une certaine période de temps
- + Des **modifications** ont été apportées à de la **LRCDS** et au **Règlement sur les précurseurs** afin de répondre à l'importation et la distribution illégales d'un groupe de nouveaux précurseurs d'amphétamines qui sont utilisés dans la production illégale de fentanyl et de ses analogues
 - + Proposition d'amendements supplémentaires à l'inscription sur la liste afin de contrôler un groupe de nouveaux opioïdes synthétiques et un nouveau groupe de précurseurs émergents du fentanyl
- + Publication d'une **ligne directrice** visant à envisager des alternatives aux poursuites pour les infractions de simple possession de drogues, sauf en cas de graves problèmes de sécurité publique
- + Opiïdes identifiés, incluant les nitazènes, les 135 923 fois de janvier 2018 à octobre 2023 dans des **pièces** à conviction soumises au **Service d'analyse des drogues** par les partenaires de forces de l'ordre et les responsables de la santé publique (les échantillons peuvent contenir plus d'un opioïde)
- + **Saisir les opioïdes illégaux et les précurseurs chimiques** pour réduire dans la production de drogues synthétiques illégales
- + Fournir aux **agents des services frontaliers des outils pour identifier et interdire le fentanyl et d'autres substances toxiques** à la frontière de manière sécuritaire et efficace, y compris :
 - + Mise en place de 82 zones d'examen sécurisées dans les points d'entrée à haut risque afin d'aider les agents des services frontaliers à identifier et à examiner en toute sécurité des cargaisons d'examen de contenir des opioïdes
 - + Maint des sites d'analyse des drogues sur le terrain avec des chimistes à temps plein dans les points d'entrée de Toronto, Montréal, et Vancouver
 - + Ajout de la détection du fentanyl au profil olfactif de six équipes de chiens détecteurs de drogues et d'armes à la frontière de façon stratégique dans tout le pays
- + Travailler avec des partenaires du secteur privé pour réduire le **blanchiment d'argent provenant du trafic de fentanyl**
- + Continuer les enquêtes et les accusations d'acteurs criminels soupçonnés de fabriquer des substances et/ou le trafic illégal, y compris
 - + collaborer avec des partenaires du secteur privé pour limiter le flux de produits chimiques légitimes destinés à la fabrication de substances illégales
 - + enquêter sur les laboratoires clandestins capables de produire de grandes quantités de drogues de synthèse et les démanteler
 - + cibler les groupes criminels organisés impliqués dans la production et le trafic illicites de drogues de synthèse